

Dupont

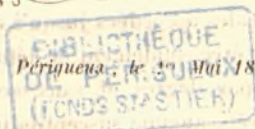
brochure

Dupont

A MESSIEURS
LES ÉLECTEURS

DE LA 1^{re} CIRCONSCRIPTION

DE LA DORDOGNE.



Mes chers Électeurs et Amis,

Vous avez bien voulu, pendant quatre élections successives, m'honorer de vos suffrages. Ils m'ont été d'autant plus précieux que je ne les avais pas sollicités.

Je n'hésite pas à m'adresser directement à vous aujourd'hui, où il s'agit de consolider nos institutions libérales et d'assurer le bonheur de notre pays.

Pour satisfaire aux vœux de la nation, l'Empereur, avec une abnégation qu'on ne saurait trop admirer, s'est spontanément démis de toutes les prérogatives qu'il tenait de la constitution de 1852; malgré les attaques les plus injustes et les plus passionnées, il a marché d'un pas résolu dans la voie nouvelle qu'il s'était tracé. C'est ainsi que, depuis quelques mois, il nous a donné :

La liberté de la presse,

Le droit de réunion,

La libre tribune au corps législatif,

Z

L'initiative parlementaire ,

La responsabilité ministérielle ,

Le suffrage universel dans son application la plus étendue.

Approuvez-vous ou non ces franchises, avec toutes les conséquences libérales qu'elles devront forcément amener à leur suite ? Y donnez-vous ou non une adhésion pleine et entière ?

Voilà la vraie , la seule signification de l'appel qui vient d'être fait à la nation.

Votre approbation ne saurait être douteuse. Ceux-là même d'entre vous qui ne trouveraient pas suffisantes les concessions libérales accordées jusqu'à ce jour, savent bien que la liberté, pour être solidement et définitivement constituée, doit s'affermir par degrés et sans secousses, afin de ne heurter aucun intérêt, aucune susceptibilité.

Plus les voix seront nombreuses, plus vous donnerez de force au ministère et à votre député pour concourir à l'achèvement de l'œuvre commencée et pour combattre les idées subversives que vous voyez se produire de tous côtés.

Nul ne peut méconnaître, en effet, l'état général de malaise de notre société. Les projets les plus insensés, les plus honteux, se font jour. On provoque à l'assassinat, on suscite ces coalitions d'ouvriers qui éclatent comme par un mot d'ordre sur tous les points de la France et menacent de ruiner notre industrie..... Tout se trouve ainsi menacé, vos biens, vos propriétés, l'avenir de vos enfants !

Le peuple seul, par l'unanimité de son vote, peut conjurer le danger.

Qu'il dise *oui*, et la paix renaît, le commerce redevient florissant, l'industrie prospère, l'Empire libéral et républicain est fondé.

S'il dit *non*, tout est remis en question ; la tribune devient un champ ouvert aux luttes passionnées et stériles ; les tenta-

tives d'assassinat se multiplient, l'émeute ensanglante la rue et traîne à sa suite la république démocratique et sociale, dont vous ne voulez pas.

Votre député s'adresse donc à vous en cette circonstance solennelle. Au nom de la confiance dont vous l'avez honoré jusqu'à ce jour, au nom du dévouement qu'il n'a cessé, depuis 20 ans, de porter à vos intérêts publics et privés, il vous conjure de rester encore aujourd'hui en communauté de sentiments avec lui et de répondre par une adhésion unanime à l'appel que vous fait l'Empereur.

PAUL DUPONT,

Député au corps législatif.

1775
L'Assemblée nationale a décrété
le 20 juin 1793, que les
citoyens de Paris se réuniraient
à la Convention nationale
pour voter sur la constitution
proposée par le Comité de
constitution. Ce décret a été
exécuté, et les Parisiens ont
assisté à la séance du 20 juin
1793, où ils ont voté sur la
constitution proposée.

ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE

Paris, le 20 juin 1793.